

Et demain, vers quoi les prévisions du GIEC nous emmènent-elles ?

[Source : lesalonbeige.fr]

Par Jacques Laurentie,
Ingénieur, auteur (*Un autre son de cloche*, et *Face aux miracles* – à paraître –, édition Téqui)

Cet article fait suite, dans l'ordre, à :
Le GIEC pour les nuls
Le réchauffement climatique anthropique fait consensus à 97 %.
Vraiment ?
Y a-t-il un complot pour faire taire les opposants au GIEC ?
Le climat mondial se réchauffe-t-il ?
CO2, accusé levez-vous !
Contre toute logique scientifique, pourquoi le CO2 est-il devenu l'ennemi public numéro 1 ?
Nous notons depuis une vingtaine d'années une augmentation des phénomènes climatiques. Info ou intox ?
et Les prévisions du GIEC se vérifient-elles ?

« Nous pouvons être la première grande nation à sortir de la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon. »

Emmanuel MACRON, conférence de presse à Aubervilliers le 17 mars 2022, campagne présidentielle.

Le fait est que depuis le début de ce siècle, nombre de pays appliquent des politiques pilotées par des restrictions environnementales. Le tout se fondant d'une part sur les rapports du GIEC et d'autre part sur le rapport SRREN (Special Report on Renewable Energy sources and climate mitigation – Rapport spécial sur les sources d'énergie renouvelables et la lutte contre le changement climatique) qui date de 2011 et qui prétend que la transition énergétique doit passer par les énergies dites renouvelables, et que ces dernières peuvent couvrir à l'horizon 2050 80 % des besoins de l'humanité !

Le principe de réalité nous rappelle qu'en 2022, ce chiffre (total énergies renouvelables) est d'environ 1,8 % pour toute la planète. Nous sommes donc passés de 0,5 % en 2011 à 1,8 % en 2022, soit un peu plus de 1 % en presque 10 ans. Et les États envisagent sérieusement de gagner 78 % en 30 ans ? La possibilité d'un tel bond est d'autant plus grevée par le fait que selon la limite de Shockley-Queisser pour le photovoltaïque à base de silicium (capacité de conversion chimique en électron) et la loi de Betz pour les éoliennes (rendement maximum possible), les marges de progression dans ces domaines sont maintenant faibles. Il nous reste la possibilité de changer ces

technologies, mais pour le moment les recherches ne donnent rien de tangible à moyen terme.

Soyons clair, passer comme le veut le « Green new deal » d'à peine 2% à 80% en 30 ans, se fera dans la douleur et engendrera des guerres.

Il n'est plus aujourd'hui un élément de notre vie courante qui ne soit pas impacté, pour arriver à ces objectifs délirants. Nos gouvernants ont décidé du sacrifice de nos sociétés, et du sacrifice des populations du tiers-monde, sur la base de rapports qui sont pourtant remis en cause par de très nombreuses instances scientifiques et économiques (cf. chapitre 2).

Même chez vous, dans le cadre de ce que l'on appelle en droit la propriété privée, vous êtes tenus de trier vos déchets, de changer tout votre équipement (électroménager, chauffage, voiture, isolation...) pour des versions plus écologiques, et d'avoir d'une façon générale un comportement écolo vertueux. C'est pour le moment une incitation, mais soyez certains que si demain les écologistes ne sont pas stoppés dans leur folie et terminent la révolution silencieuse en cours, cette incitation deviendra une injonction sous peine d'amende et de prison.

Dans la même veine, vos propres enfants sont endoctrinés depuis l'école maternelle et incités à rappeler leurs aînés à l'ordre. Des heures de mathématiques et de français ont été supprimées, pour faire de la place à des cours d'écologie et de tri des déchets. Idem dans votre environnement professionnel, où les contraintes environnementales prennent de plus en plus de place, et coûtent de plus en plus cher. Le tout pour viser la « neutralité carbone », alors même qu'en 50 ans le taux de CO2 n'a jamais cessé d'augmenter. Et que de toutes les façons cette neutralité est un leurre.

Nous pouvons ajouter à cela que nous allons payer le prix fort. Non seulement le rendement énergétique des productions intermittentes (éolien, solaire) étant ce qu'il est, c'est-à-dire mauvais, implique un prix de revient élevé en bout de chaîne, mais en plus le prix de notre énergie augmente via les diverses taxes écologiques destinées à subventionner la « transition » pour maintenir artificiellement le système à flot. Concrètement, le chiffre d'affaires de l'éolien est de 3.5 milliards d'euros en 2020, et en face, l'État (en fait nous !) a versé pour 2.3 milliards de subventions, soit les deux tiers ! Subventions qui doivent bien être payées par quelqu'un et qui se retrouvent dans votre facture d'électricité, de gaz, de fioul ou encore d'essence... Il est donc mathématique qu'au final le prix payé par le consommateur explose.

Le Manhattan Institute, avec la faculté de la McCormick School of Engineering and Applied Science de la Northwestern University, a publié un rapport ([1] <https://media4.manhattan-institute.org/sites/default/files/R-0319-MM.pdf>) où l'on trouve un petit calcul intéressant : 1 million de dollars investis dans un parc photovoltaïque ou éolien généreront environ 50 millions de kWh sur 30 ans. La même somme investie dans une plateforme de forage de gaz, sur la même durée, génèrera 300 millions de kWh. Soit un rapport de 6 !

De 2007 à 2022, le prix de l'électricité a augmenté de 52 %, alors même que les tarifs ne cessaient de baisser depuis les années 1980. Et cette augmentation n'est pas terminée. Les entreprises paient aussi leur électricité, et donc les augmentations se retrouvent directement le prix des produits... Pour la seule année 2022, en France, l'État a dû compenser les hausses du tarif de l'énergie, via les « chèques énergie » ou les « boucliers » visant à plafonner les augmentations, pour un total d'environ 20 Md €. Ce chiffre représente plus de la moitié de notre budget défense ! Cet argent, que la France n'a pas, devra être soit emprunté sur les marchés (dette), soit récupéré via les impôts. Dans tous les cas, cette augmentation tarifaire sera bien payée par nous les « contribuables ». Et certains de nous expliquer que toutes ces augmentations sont le seul fait de l'inflation !

Non ! Nous payons là, de façon directe et indirecte, une mainmise des écologistes sur nos politiques, une lâcheté du législateur qui privilégie des intérêts poussés par des organismes supra-étatiques, et enfin un manque de vision sur le long terme de ceux à qui nous donnons mandat.

Ajoutons à cela qu'un État comme la France, qui s'avère être un des plus vertueux, selon les normes du GIEC, qui avec son parc historique nucléaire pèse pour quantité négligeable dans les rejets de GES, est un de ceux à imposer des lois environnementales les plus draconiennes. Non seulement sur les ordres de l'ONU, l'UE nous impose des textes de plus en plus contraignants en la matière, mais en plus, lorsque ces textes sont traduits dans le droit français, le législateur en profite pour en durcir les conditions et montrer à tous que nous sommes de bons élèves. Quand les Allemands, eux, relancent en masse leurs centrales à charbons pour maintenir leur niveau énergétique.

Taxes massives pour subventionner le renouvelable, mise en œuvre de technologies intermittentes et chères, contraintes législatives environnementales de plus en plus fortes, conditionnement des plus jeunes sur ces sujets...

Toute cette folie ambiante se traduit par des comportements totalement irréalistes.

En 2007, Al Gore reçoit conjointement avec le GIEC le prix Nobel de la paix. Dans son discours, ce dernier enchaîne les contre-vérités alarmistes, et annonce que sous 7 ans, selon les études qui ne peuvent et ne doivent être remises en cause, il n'y aura plus de banquise en Arctique durant la période estivale. Discours qui sera reçu par une « standing ovation » de la part du public constitué pour une bonne partie de membres éminents du GIEC. Bien entendu, les faits lui démontrèrent le contraire (comme la majorité des prévisions du GIEC – cf. chapitre 8 –).

Contre tout bon sens, convaincu que la banquise avait bien disparu, puisque le GIEC l'avait prédit, mais que l'information était cachée aux populations, un groupe d'écologistes, a, en août 2019, affrété un bateau, le Malmö, et annoncé qu'il allait traverser le pôle nord sans difficulté, prouvant ainsi à

tous la catastrophe environnementale qui se jouait. On allait voir ce qu'on allait voir, le monde allait se réveiller face à la réalité ! L'expédition fit long feu ! Arrivée aux îles Svalbard, soit à encore presque 1 500 km du pôle, le Malmö se trouve bloqué par la banquise, enfermé par les glaces. Pris au piège... Ne pouvant s'en dégager, nos écolos se voient contraints, non sans honte, de lancer un appel de détresse([2] <https://www.economie.gouv.fr/mobiliser-100-milliards-de-dollars-par-dici-2020>)). Des hélicoptères canadiens vinrent à leur secours. Pour l'anecdote, leur bateau, ainsi que les hélicoptères, était équipé de moteurs thermiques à énergie fossile...

Et pourtant, si ces écologistes avaient eu ne serait-ce qu'un début de démarche scientifique, ils auraient préparé leur aventure en se renseignant auprès de laboratoires qui suivent l'évolution de la banquise (comme l'Institut Météorologique Danois, ou le Centre de données sur la neige et la glace arctique de l'Université du Colorado). Ils auraient ainsi su que, si la surface de la banquise arctique s'est bien réduite dans le courant des années 1990, elle s'est stabilisée depuis. Et qu'en été 2019, quand nos aventuriers sauveurs de l'Humanité prennent la mer pour traverser la banquise qui pour eux n'existe plus, cette dernière a croît de plus d'un million de kilomètres carrés par rapport à sa surface de 2012...

Ah, au sujet de cette aventure emblématique de ce que nous vivons, faites l'expérience d'essayer de trouver un article dans un média mainstream... Vous aurez de grandes difficultés, aucun ou presque n'a relayé l'information, qui, sans doute, n'allait pas dans le sens de « la cause » (cf. chapitre 1 et le Climategate pour ce terme).

Vous pensez qu'il s'agit là d'un cas isolé ? Eh bien non. Par exemple, déjà en 2013([3] <https://www.maritimebulletin.net/2019/09/04/ship-with-climate-change-warriors-caught-in-ice-warriors-evacuated/>)), un groupe de climatologues accompagné par la BBC et des députés verts, avaient eu la même idée. Traverser cette fois-ci l'Antarctique, persuadé de n'avoir rien à craindre de la banquise, pour démontrer les effets du réchauffement. Même cause, même effet : leur bateau, l'Akademik Shokalskiy, s'est retrouvé prisonnier des glaces. Glaces qui pourtant, d'après les modèles du GIEC, n'auraient pas dû être aussi nombreuses...

Il fut un temps, plus raisonnable, où les explorateurs soit ne s'aventuraient pas sous ces latitudes, soit prévoyaient de rester prisonnier des glaces durant quelques mois, et s'organisaient en conséquence. Mais, de nos jours, on se demande parfois où se trouvent le bon sens et la science...

Ces simples exemples nous montrent que nombre d'activistes sont totalement déconnectés de la réalité, et persuadés contre les évidences d'avoir raison (même leur mésaventure ne les fait pas changer d'avis, nous sommes ici dans une nouvelle religion au mauvais sens du terme). Chez eux, l'irrationnel règne en maître, ils font confiance uniquement à leur idéologie, même quand cette dernière est contraire aux faits. Et l'on retrouve ce type de

personnage (des écologistes extrémistes sans aucune formation scientifique) à la tête d'organisation internationale très puissante.

Factuellement, notre vie est aujourd'hui impactée, non pas par le réchauffement climatique (+1°C en moyenne depuis 1850), mais bien par des lois liberticides, les nombreuses taxes, et la mise en œuvre de production d'énergie intermittente, tout cela pour contrer un potentiel réchauffement. Nous ne faisons pas face à un problème manifeste, nous essayons de contrôler les forces de l'univers ! Quand je dis « nous », je parle bien entendu des gouvernements de différents pays et surtout des organismes supranationaux noyautés par les écolo-communistes.

Ces gens ont « simplement » oublié que les puissances en jeu, celles qui régissent notre climat et plus généralement le climat des autres planètes, sont phénoménales, bien au-delà de notre capacité à les modifier. L'ensemble de l'arsenal nucléaire militaire mondial représente une goutte d'eau énergétique face aux forces dont nous parlons. Tout cela n'est qu'une vaste plaisanterie.

Comme vu au cours de cette conférence, le GIEC est, selon l'expression du Général de Gaulle, un « machin » ! Une création onusienne, servant à l'origine des intérêts particuliers étatiques, et qui au fur et à mesure des années, tel un mauvais génie, a échappé partiellement à ses créateurs, pour servir les intérêts de l'international écologiste (et toutes ses branches). Cependant, dans tout mythe il y a un fond de vérité, et ici, le GIEC s'appuie bien sur une réalité, celle de la variabilité climatique, mais en lui donnant une dimension catastrophique, et une origine humaine. Oubliant là encore que cette variabilité a toujours existé. La difficulté étant alors de trier le faux du vrai, le mythe de la science. L'Humanité est depuis son origine en permanence confrontée à divers risques climatiques. Nos ancêtres ont connu d'importantes variations, des âges glaciaires et des Optimums thermiques. Il en est ainsi, le climat est chaotique, instable, non réglé, et impossible à prédire comme, contre toute attente, l'écrit le GIEC lui-même dans ses rapports (cf. chapitre 8).

Il n'y a pas de dérèglement climatique puisqu'il n'y a pas de réglage du climat !

Ces variations nous sont parfois favorables, comme la forte expansion économique, culturelle et religieuse, qu'a connue l'Europe du XIe au XIVe siècle. Et parfois, non. Certains états climatiques ayant participé à la chute de civilisations, et répandu la misère parmi les communautés humaines.

Indépendamment du discours catastrophique ambiant, à quoi pouvons-nous faire face dans les décennies à venir, quelles sont les options scientifiquement valables ? Trois pistes se détachent :

Soit l'Optimum thermique qui s'annonce est hors norme, plus chaud que le Romain et le médiéval.

Soit nous sommes au début d'un Optimum thermique « standard » comme connu par le passé par nos ancêtres, avec une variation modérée de +2°C à +4°C environ durant un cycle de quelques centaines d'années.

Soit enfin, le début de variation positive (+1 °C depuis 1850) enregistrée stagne ou augmente légèrement, puis régresse vers 2050 (cycle solaire en baisse). Et nous retrouvons le climat du XXe siècle. Avant, de toutes les façons un Optimum thermique ou une ère glaciaire qui arrivera tôt au tard.

Quoi qu'il en soit, et surtout concernant les deux premières hypothèses, nos gesticulations (éolien, voiture électrique, photovoltaïque, isolation des bâtiments, etc.) n'y changeront absolument rien.

L'ensemble des programmes politiques visant à atteindre la neutralité carbone (alors même que le carbone n'a qu'un rôle tout à fait mineur dans l'augmentation de +1°C depuis 1850 actuellement mesurée – cf. chapitre 5) est complètement déconnecté de la réalité des chiffres.

Prenons un exemple tout à fait emblématique : l'atmosphère contient 3 200 milliards de tonnes de CO₂ (vous noterez que ce chiffre ne vous est jamais communiqué sous sa forme massique, mais en ppm – parties par million –, ou en pour cent, car il est ainsi plus difficile d'effectuer une comparaison mentale). En face de ce chiffre, nous trouvons l'ensemble des véhicules en circulation de l'UE, qui rejette 0,3 milliard de tonnes par an de ce même gaz. Admettons que demain, à horizon 2050, l'UE impose une diminution du parc thermique (voiture, camion, moto, bus) de 50 %, ce qui est très peu probable, car financièrement les populations ne suivront pas, et techniquement les infrastructures non plus. Mais supposons. Cela impliquerait que cet énorme effort, qui se fera dans la douleur, pèsera pour 0,004 5 % de la masse de CO₂ dans l'atmosphère CO₂, une valeur si faible qu'elle ne serait probablement pas mesurée par les capteurs actuels. Des centaines de milliards d'Euros dépensés, et donc retirés à des tâches plus nécessaires, pour un gain insignifiant.

Ce qui est certain c'est que l'ONU force les pays à « cramer » (je ne vois pas d'autres termes) des milliards de dollars pour contrôler le climat, ce qui revient à essayer de courir plus vite qu'une balle. Le terme employé en anglais et que nous retrouvons régulièrement dans les rapports est : « fighting climate change ». Les climato-alarmistes parlent de « combattre » le changement climatique.

Au lieu de cela, puisqu'il existe une probabilité que nous entrions dans une phase d'Optimum thermique, sans que ce dernier ait un caractère catastrophique, nous devrions nous adapter. Nos gouvernements devraient avoir la sagesse d'investir dans des solutions destinées, non pas à combattre les éléments, mais bien à faire en sorte de vivre le mieux possible dans un environnement qui, potentiellement, change. Comme, climatiser tous les logements et les transports en commun, favoriser la décentralisation (pour vider les villes), adapter les villes à la voiture de façon à fluidifier les déplacements, adapter les Ehad, les hôpitaux, les crèches, adapter les

productions céréalières, repenser les circuits d'importations de matières, recouvrer coûte que coûte notre souveraineté dans tous les domaines, faire le nécessaire pour augmenter les productions énergétiques nécessaires aux appareils visant l'adaptation, etc.

Notre civilisation technologique, bien qu'encore balbutiante, permet aujourd'hui de mieux s'adapter aux variations climatiques. Le système de climatisation via la compression et la détente d'un gaz, où les systèmes de contrôles informatiques d'irrigation des terres en sont des exemples.

Quelle que soit l'hypothèse qui se révélera comme la bonne, ce qui nous est actuellement « vendu » par le GIEC, ce n'est pas l'arrivée d'une variation climatique, mais c'est l'effondrement de nos civilisations sous 2 à 3 générations. Effondrement dû à la montée des eaux, à la chute de production agricole, aux famines, au manque d'eau douce, aux massives migrations de populations, à l'absence de résistance physiologique face à une augmentation sensible de la température, aux catastrophes naturelles qui dévasteront régulièrement l'humanité, aux pandémies, et autres réjouissances supposées.

Et face à cette fin du monde supposée, l'ONU oppose la « neutralité carbone ». Cette instance, contre tout le savoir dont nous disposons aujourd'hui fait peser tous les efforts vers des solutions visant à modifier notre atmosphère. Faisant fi au passage du Soleil, que nous ne maîtrisons pas, du champ électromagnétique terrestre, que nous ne maîtrisons pas, des cycles de Milancovitch (rapport Terre/Soleil), que nous ne maîtrisons pas, du rejet naturel des GES, que nous ne maîtrisons pas, de phénomène naturel comme El Niño, que nous ne maîtrisons pas !

Il a été ainsi décidé lors de la COP de Copenhague, de mobiliser annuellement 100 milliards de dollars pour, je cite : « lutter contre le changement climatique. » (1) Même si nous savons que l'objectif en question ne sera jamais tenu, il est bien question ici de « lutter » et non de s'adapter (si cela était nécessaire). Nos élites s'engagent dans un bras de fer avec « dame nature » qui est pourtant des millions de fois plus puissantes que nous le sommes. C'est totalement irrationnel, mais cela répond à une émotion ! De l'argent jeté par les fenêtres ! Et des ressources intellectuelles dépensées en pure perte.

En ce mois d'août 2022, différents médias, parmi ceux autorisés à émettre une opinion, ont publié des articles/reportages, sur la fin des diverses civilisations. Arrivant à la cause climatique comme chute de ces empires.

Le journal Les Échos a publié une série de 5 articles évoquant la chute de Rome, la fin de l'empire Maya, l'origine de la Révolution française, la chute des Mings et enfin, l'effondrement de la civilisation Khmers au XVIe. Dans la même voie, ARTE TV, a diffusé une série de 3 reportages sur la fin de différentes civilisations (L'aube des temps, Rome et Athènes, La chute de Rome), avec pour origine une variation climatique majeure.

Ces différentes présentations médiatiques appellent deux remarques :

Tout d'abord, ces civilisations n'émettaient pas de GES. Nos amis des Echos et d'ARTE, reconnaissent donc implicitement que les variations climatiques majeures peuvent être indépendantes de ces gaz.

Ensuite, ce qui a participé à la chute de ces civilisations n'a pas pour cause une variation climatique en tant que telle, mais bien leur incapacité à s'adapter ! Leur incapacité technique, bien entendu, mais aussi leur incapacité politique.

Et nous prenons le même chemin, en pire...

Les plans en cours et les milliards de dollars dépensés visent à contraindre la nature à nous obéir, à influencer le climat ! L'Humanité trop orgueilleuse depuis qu'elle se prend pour Dieu, ne supporte plus que les éléments ne lui obéissent pas !

Soit, nous faisons face à un Optimum thermique quel que soit son intensité, et nous aurons dépensé des sommes folles, et serons partis dans tous les sens, pour rien, pire, nous ne nous serons pas préparés à accepter et gérer la situation. Soit, il ne se passe rien de problématique d'ici la fin du siècle, et nous léguerons à nos petits-enfants une situation économique et des choix technologiques tels qu'il faudra plusieurs générations pour les amortir et en changer.

Dans tous les cas, ce vers quoi nous emmènent le GIEC et les écolo-communistes (cf. chapitre 6) ce sont des conflits à répétition. Y compris des conflits armés.

L'idéologie écologiste étant profondément malthusienne, le fait que leurs positions entraînent des guerres n'est moralement que très relatif. Car les guerres participent à la diminution de la population mondiale, et donc, par voie de conséquence à éliminer de Gaïa une partie du cancer que sont les humains. Bien entendu, les choses ne sont jamais dites ou présentées ainsi ! Mais, lorsque vous imposez des politiques qui vont contraindre certaines ressources comme le Nickel, le Cobalt, ou le Silicium, vous engendrez inévitablement des tensions autour desdites ressources. Tensions qui, comme l'Histoire nous l'enseigne, se transforment en guerre.

Voyons cela.

A/ Les politiques favorisant ce que l'on appelle la « transition énergétique » emmènent la quasi-totalité des pays occidentaux et développés vers des technologies dont les ressources nécessaires proviennent de quelques zones géographiques. Zones géographiques situées principalement en Chine, en Russie, dans quelques pays d'Afrique et dans quelques zones de l'Amérique du Sud pour le Lithium et le Graphite. Sachant que très majoritairement « l'or noir » de demain se trouve en Chine et en Russie. De plus, la capacité de raffinage desdites matières fait totalement défaut en Europe, qui a fait le choix hautement stratégique de sous-traiter. Usines de raffinage qui là encore se trouvent majoritairement en Chine...

Dit plus simplement, la transition énergétique telle qu'imposée actuellement, c'est-à-dire selon un calendrier très court, revient à donner les clés de notre souveraineté énergétique, et donc de notre avenir, à la Chine et dans une moindre mesure à la Russie.

Afin d'éviter d'avoir ainsi les pieds et mains liés, M. Macron avait en 2019 fait une grande communication sur la création prochaine d'un consortium européen, visant la place de leader dans la production de batteries. Bien entendu, comme toujours avec nos politiques, ce projet est resté à l'état de communication, servant uniquement des intérêts électoraux. De toutes les façons, il est certain que si ce projet n'est pas initié uniquement au niveau français, il ne verra jamais le jour. Jusqu'à preuve du contraire, l'UE n'a engendré aucun grand projet industriel commun, elle s'est uniquement contentée de détourner et de mutualiser, des grandes entreprises françaises (Airbus, Ariane, ...) et quelques Allemandes.

À y regarder de plus près, nous constatons que la « transition énergétique » visant à se passer du trio pétrole, gaz, charbon, et qui nous est vendue comme la solution à tous nos problèmes, ne fait que déplacer les besoins en matière première. Nous passons des fossiles, aux minerais et terres rares, qui sont par ailleurs tout autant finis... Nous passons d'un mode de domination à un autre. Nos dirigeants ne font que déplacer le rapport de force. Et il y aura des guerres pour la maîtrise de ces gisements, d'autant plus que la situation géopolitique ne va pas se retourner en quelques siècles, non, l'ONU nous emmène vers un changement sous quelques décennies. Et il y a à la clé d'énormes intérêts financiers.

Des enfants au Congo meurent dans des mines de Cobalt pour que les occidentaux bobos parisiens ou berlinois, puissent rouler en vélo électrique. Des populations entières sont sous domination de groupes armés parce que leurs villages se trouvent sur des territoires où les minerais abondent, et que les Occidentaux veulent leur voiture électrique pour le bien de la planète. Comprenez que jadis, l'exploitation d'un puits de pétrole et de gaz demandait un savoir-faire conséquent qui n'était pas à la portée de n'importe qui. Mais demain, l'exploitation d'une mine, elle, peut se faire de façon artisanale, et facilement mise en œuvre par quelques seigneurs de guerre locaux.

Celui qui maîtrise la production et/ou la distribution de l'énergie maîtrise le monde.

En son temps, l'hégémonie américaine n'était due qu'à cela ! Qu'un pays, comme l'Irak tente d'annexer le Koweït pour en gérer l'énergie en son nom propre, de produire et distribuer du pétrole et du gaz sans un contrôle US, et il avait le droit à une guerre en bonne et due forme (au nom de la liberté et de la démocratie, bien entendu). Qu'un pays, comme la Libye, tente de réaliser des transactions énergétiques sur une base monétaire autre que le dollar, et là aussi, il se retrouvait avec le flingue de l'Oncle Sam et de ses alliés, via l'ONU, sur la tempe, toujours au nom de la démocratie.

L'ONU, nos gouvernants et les écologistes sont en train, main dans la main, de nous emmener droit vers une structure géopolitique mondiale dont la redistribution brutale déstabilisera de nombreux pays.

B/ La transition imposée par l'ONU à tous les pays du monde vise à diminuer de façon drastique l'émission de dioxyde de carbone en interdisant l'utilisation des énergies fossiles.

Or, les ressources fossiles permettent une progression sociétale à moindre coût, car elles sont associées à des technologies à haut rendement énergétique, simples, faciles à maintenir, fiables sur plusieurs décennies, et donc au bout du compte très rentable. Un moteur thermique sera toujours plus efficace et opérationnel dans le temps, face à un générateur électrique et ses batteries. C'est physique.

Le problème qui se pose ici est que pour tous les pays en développement, soit environ 85% de la population mondiale (chiffre FMI), l'accès aux énergies fossiles est la garantie d'un accès à une vie meilleure. Dit autrement, ce qu'est en train de faire l'ONU est d'empêcher sciemment la très grande majorité de l'Humanité de sortir de la pauvreté.

Le Financial Times, dans un article du 3 novembre 2021 écrit sur le sujet : « Alors que de nombreux Etats occidentaux se fixent 2050 comme délai, le gouvernement indien souligne à juste titre que ces pays se sont servis des énergies fossiles pendant des décennies, pour ne pas dire des siècles, afin d'élever leur niveau de vie. C'est une évolution dont des millions de ruraux pauvres en Inde commencent à peine à bénéficier. » Cet article fait échos aux positions de Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, qui régulièrement fait part de son inquiétude quant au fait que son pays puisse être interdit de l'usage des énergies fossiles à court terme. Ce qui serait une condamnation à mort.

Le 29 août 2022, lors d'une conférence donnée en Norvège, Elon Musk, génie de la technologie et première fortune mondiale, a rappelé la nécessité de continuer à utiliser les hydrocarbures. Rappelant qu'un arrêt brutal engendrerait une chute de la civilisation, et rappelant son rôle comme énergie bon marché pour les populations les plus pauvres.

Dans leur délire, l'ONU et le GIEC proposent à tous ces pays, à 85% de la population mondiale, de se tourner vers les énergies « renouvelables ». Ce qui est totalement irréaliste. D'une part ces technologies sont très chères à mettre en œuvre, même les très riches (grâce au pétrole) pays occidentaux, peinent à s'équiper et doivent dépenser des milliards en subvention. D'autre part, leur capacité faible et intermittente implique un usage en parallèle d'énergie fossile. Les pays en voie de développement ne sortiront pas de leur condition avec des énergies intermittentes, du moins pas à court terme.

Enfin, si les 4 milliards de personnes les plus pauvres atteignaient un jour l'équivalent de 15% du niveau de vie d'un américain, les besoins en matières premières et énergétiques viendraient inévitablement à faire défaut pour les

pays les plus riches, avec en tête les USA. Dison que l'ONU verrait d'un bon œil que cela n'arrive pas...

Comment pensez-vous que vont réagir les 6 milliards de personnes qui vont voir leur niveau de vie, déjà bas, régresser ? Un dicton populaire dit : « Ventre qui a faim n'a pas d'oreille ». Et c'est ce qui va se passer, ces populations n'entendront pas les appels à la raison de l'ONU. Un jour, et cela interviendra sans que nous l'ayons anticipé, acculés, ils prendront les armes.

C/ Continuons avec cette transition énergétique à marche forcée.

La critique ne porte pas sur le mode énergétique choisi. Que vous rouliez en voiture à essence, à l'électricité, ou à toute autre ressource, peu importe (dans la mesure où vous pouvez prétendre aux mêmes performances). Ce qui compte ici c'est de se déplacer d'un point A à un point B. Idem pour le chauffage, ou l'alimentation de machines industrielles. La source d'énergie importe peu en soi.

Les technologies actuellement utilisables, dites renouvelables, relèvent de trois grandes catégories : l'éolien, le solaire, et l'hydraulique. L'hydrogène est pour le moment trop loin de pouvoir faire la course pour des raisons financières et de sécurité, et la méthanisation ne représente rien. Je rappelle que ces trois technologies sont à la portée financière et technique (ingénieur) des pays industrialisés, et pas des pays du tiers-monde.

L'éolien et l'hydraulique, utilisent des turbines pour générer de l'électricité, comme les centrales nucléaires, ou à charbon, gaz, pétrole. Seul le solaire implique un changement notable, avec une production par réaction chimique. Un des problèmes, parmi d'autres, c'est que pour le moment (et pas avant longtemps...), ces technologies ont, sans même parler de leur intermittence, un mauvais rendement (comparé par exemple au nucléaire ou au pétrole) engendrant un prix de production très élevé et la nécessité d'important volume de déploiement (nombre et surface au sol).

Le rendement du photovoltaïque est aujourd'hui en moyenne de 11 % (puissance reçue/puissance restituée) pour du matériel neuf, correctement installé et suffisamment ensoleillé. Et la production effective est en moyenne mondiale de 15 %. Cela signifie qu'un panneau fournit 15 % du temps de l'électricité, le 85 % restants étant dû à des conditions d'ensellement insuffisantes (nuit, nébulosité, orientation, maintenance). Ce type d'installation est aussi très sensible aux intempéries, un orage de grêle peut rayer de la carte votre centrale solaire.

Pour produire autant d'électricité qu'une centrale nucléaire moyenne française, il faut environ 32 millions de panneaux photovoltaïques (taille normée), pour une surface de 55 km² ([4] <https://mon-panneau-solaire.info/rendement/calcul-rendement-photovoltaïque/>)). Il y a actuellement en France en tout, 450 000 panneaux solaires installés, nous sommes très loin d'un potentiel 32 millions ! Sans

parler du fait que comme nous ne fabriquons pas ce type de panneau et que nous ne disposons pas des ressources en matière première, en obtenir de grande quantité sera compliqué et très cher.

Idem avec l'éolien. Une éolienne fonctionne s'il y a un minimum de 4 m/s de vent, soit 15 km/h, et s'arrête pour des raisons de sécurité quand le vent atteint les 70 – 80 km/h (cela dépend des modèles). Lors d'une conférence sur la transition énergétique donnée en mai 2018, le délégué régional d'EDF en Nouvelle-Aquitaine a indiqué que pour remplacer une centrale comme celle de Blayais ([5]

<https://www.nouvelr-energie.com/pv/combien-panneaux-solaires-remplacer-centrale-nucleaire>)), il fallait un minimum de 7 000 éoliennes de grande capacité. En 2022, la France compte sur tout son territoire un total de 8 000 éoliennes. Et, cerise sur le gâteau, les éoliennes ont un taux de production effectif de 27 % en moyenne mondiale ! En France, en 2020 le parc d'éoliennes pèse pour une production potentielle de 153 TW (17,5 GW installés x 8 760 heures annuelles), et nous avons eu une production effective de 39,7 TWh, soit un ratio de 26 %. Dit autrement, 74 % du temps, une éolienne ne fournit pas.

Concernant les éoliennes je ne saurais que trop vous conseiller de visionner le reportage suivant :

Résultat de ces choix, les coûts énergétiques explosent, et non seulement les foyers commencent à faire face à des factures difficilement payables (pour le moment l'effet est amorti par l'État qui pourtant est surendetté), mais en plus, tous les produits manufacturés ou alimentaires utilisant pour leur fabrication de l'énergie, augmentent également.

Le média France 24 publie le 26 août 2022 un article intitulé : « Flambée du prix de l'électricité en France : Les prix sont complètement démentiels ». Nous y apprenons que le prix de l'électricité sur les marchés est passé de 85 € le MWh en 2021, à 1 000 € en cette fin août 2022, soit une augmentation de presque 1 200 % ! Et, ce média subventionné, mais il n'est pas le seul, de donner pour cause l'arrêt de centrales nucléaires pour entretien, et la guerre en Ukraine ! La propagande est ici grossière, mais cela semble passer auprès de la population. Non seulement par le passé les centrales sont régulièrement à l'arrêt pour entretien sans que le tarif de l'électricité ait augmenté de 1 200 %, et d'autre part, la guerre en Ukraine n'impacte que modérément la France qui ne dépend pas de ce pays pour sa production électrique (7 % de notre électricité était en 2021 d'origine fossile). Ajoutons que les pays subissant cette explosion de tarif sont tous des pays qui sont très investis dans la transition écologique...

Cette explosion des tarifs est bien la résultante de 30 ans de choix politiques catastrophiques en matière énergétique. D'une part les taxes pour la transition énergétique, pèsent pour maintenant presque 30% de votre facture électrique. Et surtout, nous avons remplacé des centrales de production amorties, à haut rendement, et donc avec un coût en sortie bas (la

France avait le prix de l'électricité le plus bas d'Europe), par des centres de production à faible rendement, coût élevé de production, technologie hyper dépendante de l'étranger, et intermittentes, impliquant un coût de production élevé, ce qui « en bout de chaîne » donne les tarifs auxquels nous sommes soumis. Et si les plans du « green new deal » continuent à être appliqués, nos factures continueront à augmenter. Sachant que cette explosion des coûts énergétiques fait partie du plan « Green new deal », visant à nous forcer à une décroissance (la fin de l'abondance comme l'a rappelé M. Macron fin août 2022, après avoir vendu le « quoi qu'il en coûte » quelques mois plus tôt).

En 2018, Macron annonce la fermeture de 14 centrales nucléaires à l'échéance 2035([6] <https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/1067364936014286853>)). Fessenheim est fermé en 2020, gage donné aux partis écologistes, mais depuis, rien. Rien, car ce gouvernement a été rattrapé par ce que l'on appelle le « principe de réalité » ! Si en l'état nous devons remplacer ces 14 centrales, il nous faudrait installer presque 100 000 éoliennes ! (nous en avons installé 8 000 en 15 ans). Ou soit, presque 450 000 000 (oui 450 millions) de panneaux photovoltaïques ! Je vous laisse juge des volumes et de leurs implications...

Cette emblématique fermeture de la centrale de Fessenheim, qui selon un rapport officiel de ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) était parfaitement opérationnelle, a donné lieu à une tribune publiée dans Le Monde([7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/21/la-fermeture-de-la-centrale-d-e-fessenheim-marque-une-etape-historique_6030379_3232.html)), signée par diverses personnalités, dont des députés et surtout 6 ministres en poste : « La fermeture de la centrale de Fessenheim marque une étape historique ». Tribune où ces gens de nous expliquer que le bon chemin est celui de la fin du nucléaire et que les énergies renouvelables couvriront sans difficulté nos besoins. Résultat, le 2 août 2022 la France annonce devoir redémarrer la centrale à charbon de Saint-Avold pour la production d'électricité, en vue de pallier la fermeture de Fessenheim... Curieusement, nous n'avons pas entendu les personnalités qui avaient signé la tribune à peine deux ans plus tôt...

Tout cela à un coût, supporté par les contribuables que nous sommes.

Scrutez donc votre facture électrique, vous y trouverez diverses taxes destinées à financer les énergies intermittentes. À ce jour, le kWh est vendu aux particuliers sur une base de 0.18 €, dont 45% sont des taxes : notamment la CSPE ou la contribution au service public de l'électricité, finance le développement des énergies renouvelables. Sachez que cette CSPE a été augmentée de 650% (oui vous avez bien lu) entre 2003 et 2022.

Bref, nous payons, vous payez, doublement le choix des énergies intermittentes, directement car leur coût de production est élevé, et indirectement par des taxes pour subventionner lesdites énergies qui ne sont pas rentables (et qui enrichissent essentiellement des entreprises étrangères). Avant, notre électricité était bon marché et maîtrisée, aujourd'hui, sous la contrainte des écologistes et du GIEC, notre électricité

est très chère (ce n'est que le début), et si nous continuons nous connaissons des coupures, comme les pays du tiers-monde.

En octobre 2018, la France a vu émerger un mouvement populaire de révolte appelé les « Gilets jaunes », dont l'origine était l'augmentation du prix de l'essence, et d'une façon plus générale l'étranglement financier des foyers les plus pauvres. Le 8 décembre, face aux émeutes le GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République) envisage un scénario d'exfiltration du président, et met pour cela en alerte un hélicoptère à l'Élysée. Cette évacuation n'aura finalement pas lieu, mais cela fut une première depuis plus de 50 ans et les émeutes de mai 1968.

Nous pouvons également évoquer le Sri Lanka, qui vient de renverser son gouvernement par une guerre civile. Ce pays connaît depuis le début d'année une pénurie de matière première comme le pétrole, une pénurie de denrées alimentaires, et une explosion du coût de la vie. Tout cela étant dû au choix du président sri lankais, de mettre en œuvre un maximum de recommandations écologiques demandées par l'ONU. Par exemple, le gouvernement sri-lankais a totalement interdit l'usage de produit phytosanitaire pour les cultures. En une saison les rendements se sont écroulés entraînant une famine. Parlons aussi de l'Angleterre, qui connaît actuellement (en août 2022), une grève générale, du jamais vu pour ce pays depuis plus de 30 ans. Là encore, l'origine de cette grève est liée au coût de la vie, et à l'explosion des prix, énergies et denrées.

La transition énergétique et les lois écologistes actuelles et à venir vont contraindre financièrement les foyers français et européens à un niveau bien supérieur qu'à l'augmentation énergétique subie en 2018. Il est très probable qu'au rythme où nous sommes, à moyen terme, nombre de foyers devront choisir entre se chauffer ou se nourrir. Dès lors, un mouvement comme celui des « Gilets jaunes » pourrait alors très facilement voir le jour, et faire basculer notre pays, et d'autres, dans une guerre civile.

D/ Enfin, la Chine et la Russie jouent double jeu, et agissent selon les intérêts de leurs populations, pour amener l'UE à la faute. Et cela fonctionne plutôt bien !

Ces deux grandes puissances sont depuis le début membre du GIEC, de l'ONU et de toutes les instances en rapport avec la « lutte contre le climat ». Leur communication est bien rodée, et même si leurs représentants se montrent un peu éloignés des grandes décisions, en façade ils s'alignent sur les déclarations de l'ONU et font preuve sur le papier de bonnes intentions.

Sauf que dans les actes cela n'est pas le cas. Ainsi, la Chine va créer 600 centrales électriques à charbon, et supprime fin 2022 les primes d'état liées à l'achat de véhicule électrique. Quant à la Russie, important producteur de gaz, non seulement elle continue d'en vendre massivement, mais elle n'a aucunement modifié ses planifications de fonctionnement de centrale électrique au gaz. La Russie n'a pour le moment installé aucune éolienne([8] https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie_en_Russie))! Et elle n'a pas, a

priori, l'intention d'en installer.

Ces deux pays majeurs au niveau international étaient également absents de la COP 26 qui s'est tenue en 2021 ! COP 26 où le discours d'ouverture commençait par ces mots : « Il est minuit moins une sur l'horloge de l'apocalypse ». Encore est toujours ce discours de fin du monde.

On notera que, eu égard la puissance économique et militaire de ces deux pays, le GIEC et l'ONU ne peuvent ni les soumettre, ni les endoctriner. Et que si l'on entend une Greta Thunberg faire la morale du haut de son ignorance scientifique du sujet, aux dirigeants français ou européens, à aucun moment nous ne l'avons vu essayer d'intimider Xi Jinping ou Vladimir Poutine... L'écolo-sphère ne peut s'en prendre qu'aux pays faibles, dont malheureusement nous faisons maintenant partie visiblement...

Nonobstant ces faits, Chine et Russie sont pourtant membres des différentes instances sur le climat et abondent dans le sens du réchauffement climatique anthropique. Mais, il est clair que cette position ne relève que d'une stratégie...

Stratégie visant à pousser une majorité de pays industrialisés à effectuer une transition énergétique vers le tout électrique. Comme sont en train de le faire la France et l'Allemagne par exemple. Ceci impliquera à court terme une dépendance absolue des pays qui auront abandonné les énergies fossiles. Une dépendance vis-à-vis des puissances qui détiendront les ressources énergétiques, ici Chine et Russie. D'autre part, cette fameuse transition, va fortement handicaper les pays, ne serait-ce que sur le plan financier où non seulement l'endettement pour arriver à nos fins va exploser, mais de plus, l'argent qui part dans les éoliennes et le photovoltaïque, ne va pas ailleurs. Ni dans la sécurité, ni dans la formation, ni dans la recherche. Au début des années 2000, la Chine a cassé les prix de certains minerais et terres rares, ce que l'on qualifie en économie de « dumping », pour obtenir la maîtrise du marché. Ce qui est le cas aujourd'hui. Tout ce qui se rapproche de près ou de loin du marché des batteries (matière première, raffinage, fabrication, distribution) dépend à environ 90% de la Chine.

Bref, les pays qui vont prendre le train de la transition énergétique de façon brutale pour se convertir au tout électrique sans nucléaire, vont se mettre à genoux. Les autres n'auront plus qu'à se « baisser pour les ramasser ».

Ainsi, c'est là le quatrième volet du risque écologique, à savoir notre chute au profit de la Chine et la Russie. Qui demain détiendront les ressources dont nous aurons besoin pour exister, et détiendront aussi une partie importante de notre dette. En des termes plus cavaliers, nous dirions que ces deux grands pays de l'Est tiendront dans leurs mains « nos parties génitales » ! Leurs manœuvres de politiques internationales sous-tendent cet objectif, et le moins que l'on puisse dire c'est que nos dirigeants leur facilitent la tâche, non pas par intérêt, mais lié à leur indigence quant à la compréhension de ce qui se passe et à une vision dogmatique du monde !

Il nous reste cependant un moyen d'éviter cette dépendance totale, et c'est sensiblement la même équation à laquelle a fait face le Gal de Gaulle à la sortie de la guerre. Investir massivement pour retrouver notre totale et entière indépendance énergétique, en rouvrant des centrales nucléaires, en sécurisant les approvisionnements en matière fissionables, et enfin en finançant un grand plan pour la recherche sur la fusion nucléaire. Mais, malheureusement, ce n'est pas le chemin pris par les derniers gouvernements, bien au contraire. Nous allons payer très cher cette faute de vision stratégique, et cette volonté de nombre de nos élites de fondre la France dans un grand tout onusien et européen.

Résumons.

Voilà ce que vers quoi les folles utopies écologistes sont en train de nous mener :

- Une révision de la géopolitique mondiale, d'autant plus rapide et contrainte qu'elle va engendrer des déséquilibres majeurs.
- Une mise à mort des pays en voie de développement, qui n'auront pas le temps de passer par la case intermédiaire de l'énergie fossile suffisamment longtemps.
- Des potentiels soulèvements armés de la part de 85% de l'Humanité acculée.
- Des grèves massives, puis des émeutes, puis des guerres civiles au sein des pays industrialisés.
- Une dépendance très forte, bien plus que celle du XXe siècle avec les USA, à la Chine et la Russie. Débouchant sous une mise sous tutelle de nos nations.

Et nous voyons, petit à petit, les signes annonciateurs de ces prévisions (explosion non maîtrisée des coûts énergétiques, Gilets jaunes, Sri Lanka, grève en Angleterre, déstabilisation d'États, impasse de divers pays face à l'indépendance au gaz et pétrole russe ...).

Entendons-nous bien. La cause première ici n'est pas le type d'énergie, le passage au tout électrique, en soi. Non. Comme déjà expliquée, une énergie est une énergie, avec ses avantages et ses inconvénients, que je me chauffe au fuel ou à l'électricité m'importe peu. Dans la mesure où le coût est supportable, et que l'agrément d'usage n'est pas ou peu altéré.

Mais, le problème dans notre cas est double. D'une part l'agenda imposé par l'ONU et son bras armé qu'est le GIEC. Bien trop rapide, bien trop contraint. D'autre part, l'absence de regard critique quant aux choix technologiques retenus. Vouloir fournir suffisamment d'énergie à un pays industrialisé pour qu'il maintienne son niveau de vie, à partir de système intermittent et déplorable sur le plan de la rentabilité, est une gageure.

Selon le ministère de la « transition écologique »([9] <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-energie-2021/6-bilan-energetique-de-la-france>)), chiffres 2020, la France dispose pour ses besoins annuels, de 2 657 TWh (tétra Watt heure), dont

117 sont issus de l'éolien, l'hydraulique et le solaire. Si on suit les ordres du GIEC visant à supprimer les énergies fossiles, et des écologistes visant à supprimer le nucléaire, quelqu'un au ministère peut-il nous expliquer comment le gouvernement compte s'y prendre pour passer de 117 à 2 657, en 20 ou 30 ans, sachant que notre pays est endetté à son maximum et ne maîtrise aucun des approvisionnements nécessaires à la mise en œuvre de technologies intermittentes ? Il réside là un très grand mystère, dont personne ne semble vraiment se soucier !

Nous aurions dû investir autant d'argent que nous l'avons fait pour l'éolien et le photovoltaïque, dans la recherche sur l'amélioration des centrales nucléaires et sur la mise en œuvre de nouvelles générations. Nous venons de prendre 50 ans de retard, qui seront très difficiles à rattraper. Nos politiques n'ont rien compris aux enjeux en cours, n'ont aucune vision sur le long terme. Ils réagissent à l'émotion, un ours seul sur une banquise, à une pression populaire manipulée par des partis politiques écologistes qui ont bénéficié après la chute de l'URSS, des méthodes et du savoir-faire en la matière des communistes (cf. chapitre 6). Et mènent avant tout une politique dogmatique au lieu de pragmatique.

L'exemple de l'automobile, objet commun et central de nos activités privées et professionnelles, évoque bien le changement de paradigme énergétique qui nous est imposé en dépit du bon sens. L'UE, toujours sous la pression de l'ONU, suite à la réunion des ministres de l'Environnement, a annoncé en juin 2022 l'interdiction de vente des véhicules thermiques pour 2035, soit dans un peu plus de 10 ans.

C'est bien entendu une décision totalement irréaliste, et qui ne va faire qu'amplifier les tensions déjà initiées. Irréaliste, car la très grande majorité des foyers de l'UE ne sont pas en mesure d'acheter ce type de véhicule eu égard leur prix prohibitif. D'autant que les prix actuels sont artificiels puisque subventionnés ce qui ne pourra pas durer éternellement. Et il y a fort à parier que l'augmentation de la production ne fera pas baisser les tarifs (pour des véhicules avec une autonomie suffisante) comme ce fut le cas pour les véhicules thermiques, car, je vous rappelle que les matières premières sont exclusivement fournies par la Chine et la Russie qui vont tout faire pour mettre l'UE à genoux. Si cette loi est réellement appliquée (ce dont nous pouvons douter), la Chine mettra moins de 10 ans pour liquider une marque comme Mercedes, au profit de ses propres marques automobiles. D'autre part, les infrastructures techniques, que sont les points de recharges et les capacités de fourniture de volume électrique suffisant, n'auront pas eu le temps nécessaire pour réaliser une adaptation fiable et efficace.

Enfin, un autre dilemme va rapidement se poser aux consommateurs que nous sommes : la durée de vie desdits véhicules. En effet, il faut savoir que pour des raisons physiques, les batteries, organe principal, voient leur capacité diminuer avec le temps. Vous connaissez bien ce phénomène avec vos PC portables ou vos smartphones. Sous 5 à 7 ans, les véhicules électriques perdent une partie de leur capacité (et pour le moment la recherche n'a pas

mis à jour de moyens pour contourner cela), puis la perte va en augmentant année après année. Le pic, soit plus d'un tiers de perte, intervenant vers 9 ou 10 ans. Sur le principe, je vous déconseille fortement d'acheter un véhicule électrique de plus de 5 ans dont les batteries n'ont pas été remplacées (ce qui est peu probable attendu le coût de l'opération).

Tuomas Katainen est finlandais, et souhaite participer à « sauver la planète » en achetant une Tesla. Pour des raisons budgétaires, il se tourne vers un modèle 2013, le voilà donc propriétaire d'une Tesla S, dont les batteries sont garanties 8 ans par le constructeur. En 2022, soit 1 an après la période de garantie, la batterie commence à montrer des signes de faiblesse, et l'autonomie annoncée est loin d'être au rendez-vous. Tuomas consulte donc son garage Tesla qui confirme le phénomène naturel de perte de capacité, et lui remet un devis de 22 000 \$ pour changer les batteries. Le véhicule est coté 35 000 \$. Furieux, et face au refus de Tesla de toute négociation, Tuomas décide de faire exploser sa voiture avec 30 kg de TNT, et publie le tout sur You tube !

Cette anecdote, doit attirer notre attention sur le fait que les véhicules électriques ne sont pas faits pour durer, qu'il est impossible à un particulier d'intervenir pour changer les batteries (là où changer un moteur est une opération tout à fait faisable par un particulier averti), et que le coût matière et main-d'œuvre du remplacement de batterie équivaut à environ 60 % de la valeur totale du véhicule. Et j'ajouterai que le fameux bilan carbone d'une Tesla S n'est pas meilleur que son équivalent thermique (matière première, fabrication, cycle de vie, recyclage).

C'est là l'exemple type de ce que vers quoi nous allons. Une transition totalement irréfléchie, avec une vision très court-termiste et émotionnelle.

L'ONU, le GIEC et les États complices nous emmènent droit vers un destin qui ne nous est pas favorable. Sur les dires d'organisation supra-étatiques, où l'on retrouve de nombreux écologistes extrémistes, et qui sont très largement contestés, nos vies sont priées de prendre une tournure écologiste et climato-catastrophique, avec toutes les dérives que cela implique. Nous nous devons de rendre un culte à Gaïa. Et comme chaque COP est aux dires des organisateurs, la dernière avant la fin du monde, que chaque rapport du GIEC est « la dernière chance », et que nous allons être engloutis par les Océans, on nous vend une urgence absolue, immédiate. Or comme nous l'avons évoqué dans ce chapitre, cette urgence nous fait faire n'importe quoi, n'importe comment. Nous mettons en œuvre des techniques non maîtrisées, très coûteuses, peu rentables, qui ne dureront pas dans le temps, et dont la fabrication et l'entretien courant dépendent de matières dont nous ne disposons pas. Dans le même temps, nous faisons le pari fou de détruire un système de haute technologie que nous maîtrisons et sur lequel nous avons plusieurs décennies d'avance, et surtout, surtout, qui est très loin d'avoir montré tout son potentiel. L'avenir de l'Humanité est dans la maîtrise de l'atome, de l'infiniment petit, du quantique.

Alors, sans réagir plus que ça, sommés de faire confiance en ceux qui nous dirigent, le GIEC peut tranquillement dérouler son programme, toute opposition étant climato-sceptique, entendez négationniste, entendez nazi. Est-ce là une posture favorable à un débat scientifique sincère ? Et, à moins que les populations se mettent à analyser les faits, et à comprendre la science, nous allons commencer à payer la facture de cette folie dans quelques années, décennies. Comme évoqué dans ce chapitre, tout cela pour se rendre compte que soit nous faisons bien face à un Optimum thermique, et nous n'aurons pas mis en place les moyens d'adaptation adéquates, soit, le climat revient à des valeurs connues dans le courant du XXe siècle, et nos pays à genoux par de tels investissements et choix utopiques, seront déclassés, passant de pays industrialisés puissants, à pays de seconde zone.

Aparté : La question de savoir si nos civilisations doivent envisager, ou non, un changement dans leurs modes énergétiques, est pertinente, et doit se poser de tout temps. Non pas pour la fausse raison d'une fin imminente des gisements de pétrole, gaz et charbon. Car en la matière nul ne peut prétendre connaître la fin effective de ces gisements, concernant le pétrole et le gaz nous en avons encore pour minimum un siècle (plus si l'on découvre de nouveaux gisements), et concernant le charbon, là les ressources sont toujours très abondantes, avec, selon les analyses de JM Jancovici (jancovici.com) 10 fois la valeur des réserves pétrole/gaz. Non, l'idée de changement énergétique doit s'entendre dans le cadre d'une évolution, pour faire plus et mieux, et d'une indépendance souveraine.

En l'état actuel des choses, nos connaissances et nos investissements passés dans le domaine du nucléaire auraient dû logiquement nous amener à continuer nos recherches et à améliorer cette filière. Les prochaines évolutions se font vers la fusion, et l'emploi de minerai autre que l'Uranium enrichi. Le tout amenant à plus de production et moins de déchets. C'est actuellement la Chine qui est en passe de réaliser cette prouesse. Ce chemin nous aurait amenés vers 90 % ou 95 % de nos besoins en électricité couverts en toute souveraineté et à un coût très faible au regard d'autres filières. Dès lors, naturellement, car le marché s'oriente de façon spontanée vers ce qui est efficace et bon marché, les entreprises se seraient adaptées en s'équipant de machines et de système de production privilégiant l'électricité. De plus, les foyers auraient alors eu toute latitude pour des équipements du type climatisation réversible à base de PAC (pompe à chaleur) pour, d'une part chauffer les habitations, et d'autre part s'adapter à un éventuel optimum thermique. Tout cela se serait fait à horizon 2050, 2080, soit un siècle au regard du début de nos investissements dans le domaine. Une avancée progressive et douce.

J'ajouterai que la maîtrise de l'infiniment petit est le destin de l'humanité, qui a n'en pas douté aura besoin un jour de cette maîtrise pour quitter le système solaire.

Concernant les déplacements, et l'ensemble des moteurs thermiques (avion, bateau, voiture, camion ...), il aurait été bien plus intelligent, et pour le coup, écologique, que d'investir en recherche afin de conserver les milliards de moteurs thermiques en exploitation dans le monde, en inventant des carburants alternatifs. En effet, un moteur thermique n'est rien d'autre qu'une chambre de combustion, à partir du moment où vous mettez dedans un mélange carburant / comburant, l'explosion est aisée à obtenir. Et s'il avait fallu quelques adaptations, elles auraient été mineures.

À l'image d'un Louis XIV et de son ministre Colbert qui au XVIIe siècle décident de relancer massivement des investissements en France en créant des entreprises et en soutenant de nombreux projets, pour rattraper son retard technologique (marine marchande et de guerre, verrerie, chimie ...), l'État français aurait dû anticiper les enjeux du XXIe siècle et organiser le pays et les investissements dès les années 1980. Au lieu de cela, nous voilà à la traîne et aux ordres d'organisations onusiennes dont les intérêts ne sont pas les nôtres, à rembourser une dette colossale qui pèse maintenant comme le deuxième budget du pays (juste derrière l'éducation), à prier pour qu'un pays que nous défions ne cesse surtout pas de nous approvisionner en matière première, et enfin à financer de nombreux programmes faisant l'apologie du wokisme ou du lgbetisme !

Que de temps perdu, que d'erreurs, à cause des écologistes !...
